

[print](#)

Syrie : Nous n'oublions pas la leçon!

De [Sami Kleib](#)

Global Research, janvier 23, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/syrie-nous-noublions-pas-la-lecon/5320223>

Dans moins de 2 mois la crise syrienne aura atteint sa deuxième année. Le premier appel à la démission du président syrien par son homologue US, M. Barack Obama, a été lancé il y a 18 mois, le 18/08/2011 ; précédé par celui du président français Nicolas Sarkozy, le 28/05/2011. Entretemps, des dirigeants turcs et arabes n'ont cessé d'annoncer son départ...

Pourtant, M. Bachar al-Assad est toujours fidèle à son poste, tandis que le ministre russe des Affaires étrangères, M. Sergueï Lavrov, déclare que son éviction du pouvoir « est impossible à mettre en oeuvre » ; que l'un des plus importants conseillers du Guide suprême iranien, M. Ali Akbar Velayati, parlant des limites acceptables par son pays quant à la situation syrienne, avertit qu'« Assad reste une ligne rouge » ; et que le ministre syrien des Affaires étrangères, M. Walid al-Mouallem, contredit tout ce qui a pu être colporté à ce sujet et notamment les interprétations consécutives aux déclarations du vice-président syrien, M. Farouk al-Chareh, ajoutant que ceux qui persistent à soumettre la « solution politique » au départ d'Al-Assad assumeront la responsabilité de la poursuite de la guerre en Syrie ! [Intervention télévisée du 19 Janvier 2013 sur Al-fadaiya, NdT].

Par conséquent, la déduction logique qui s'impose est que « l'axe Russie-Iran-Syrie » a tenu bon et qu'il se dirige probablement vers des solutions politique et sécuritaire qui mériteraient de revenir sérieusement sur les causes premières de ces événements, lesquelles pourraient bientôt influencer sur la situation libanaise et sur ce qui s'y prépare du point de vue loi électorale, entre autres. Ce, d'autant plus que de Moscou à Téhéran en passant par la Syrie et le Liban, conviction est faite que ce qui se passe en Syrie est la manifestation d'une « guerre froide mondiale » où Damas est devenue le lieu de la victoire ou de la défaite, tant qu'un compromis n'a pas été trouvé.

Ces jours derniers, ceux qui ont pu rencontrer le président syrien [dans sa résidence que, contrairement aux rumeurs, il n'a pas quittée], se sont dits surpris par son calme et la tranquillité de ses propos. Pour lui, l'équation s'est inversée ; l'État syrien restera droit dans ses bottes tant que cette guerre se prolongera ; le combat n'est pas à situer entre le pouvoir et l'opposition mais entre l'État et des terroristes et, quoi qu'il en coûte, il se poursuivra jusqu'à l'éradication du dernier d'entre eux. Il n'a jamais douté ni de son gouvernement, ni de l'armée syrienne. Il n'a jamais douté de l'allié russe sur le plan international, ni de l'allié iranien sur le plan régional. Il dit d'un ton rassurant : « Dès le départ, nous avons dit que notre alliance stratégique avec la Russie ne changerait pas à tous les virages, beaucoup pensaient que nous exagérions ! ». Pour rappel, cette alliance s'est effectivement dessinée début 2007, et n'a cessé de se renforcer jusqu'à devenir le rempart solide contre toute tentative de frappes contre la Syrie, aussi bien au sein de l'Assemblée des Nations Unies qu'au de Conseil de sécurité.

Ainsi, le Président syrien ne semble pas inquiet de l'expansion de « l'opposition armée », et disposerait de nombreux indices confirmant que l'armée syrienne est capable de résoudre nombre de batailles reportées à plus tard. Il n'empêche que la géographie syrienne a permis à des médias anti-syriens de divulguer leurs

« clichés » sur le soi-disant échec inévitable des forces de sécurité syriennes, aidés en cela par une répartition de la population ne permettant pas à l'armée de rester sur place dans beaucoup de régions nettoyées. De fait, l'armée se retire une fois les nombreux éléments armés éliminés, voire exterminés, mais d'autres éléments arrivent ! Ceci dit, Assad est néanmoins convaincu que « l'environnement leur devient de plus en plus défavorable », nombre de citoyens s'étant mis à aider efficacement l'armée pour les démasquer ou indiquer leurs repaires.

Cet optimisme du président syrien va de pair avec nombre de nouvelles donnes internationales et régionales

1. La réelle inquiétude des USA de voir « Jabhat al-Nousra » et les djihadistes l'emporter au détriment de l'opposition « acceptée par l'Occident », associée à la quasi certitude que l'armée syrienne restée soudée depuis bientôt deux années n'est plus susceptible de se laisser désolidariser. Idem pour le corps diplomatique, malgré tous les efforts de l'ex ambassadeur US à Damas, Robert Ford. Ce dernier, qui dès le deuxième mois de la crise syrienne a eu beau tenter des percées majeures au niveau des institutions sécuritaires et diplomatiques en poussant officiers et personnalités alaouites à la dissidence, aurait fini il y a quelques jours par lever les bras au ciel en avouant avec amertume: « Je ne sais comment Assad quitterait, il se peut qu'il ne quitte jamais, il ne veut pas quitter ! ». Cet aveu pourrait trouver écho dans les chancelleries occidentales, y compris au ministère français des Affaires étrangères !

Car, les Mouvements djihadistes ne plaisent pas et, comme l'a dit un responsable syrien, « la magie s'est retournée contre les magiciens ! ». En effet, les Américains et certains Européens sont surpris de constater que la permission qu'ils ont accordée à quelques djihadistes pour traverser leurs frontières avant de s'infiltrer en Syrie par la frontière turque, a dépassé leurs attentes ! Du Sinaï à l'Irak et à la Syrie en passant par la Jordanie et le nord du Liban, les djihadistes se sont disséminés dans le corps de l'Orient. Il est donc devenu nécessaire de fermer les yeux sur les opérations de l'armée syrienne pour les éliminer. Autrement dit, plus l'armée syrienne en éliminera, moins le fardeau des occidentaux pèsera !

2. L'intervention française au Mali, l'enlèvement d'Occidentaux en Algérie, et l'incapacité de libérer un otage en Somalie, ont fini par réveiller les pays occidentaux ! De nombreux contacts ont eu lieu ces derniers jours entre Paris, Washington, Londres et certains pays arabes pour endiguer cette marée djihadiste aussi rapidement que possible. Des sources françaises ont même accusé certains dirigeants arabes de promouvoir un climat propice aux djihadistes et à Al-qaïda, pendant que d'autres doigts tout aussi accusateurs désignaient ceux qui avaient armé cette organisation en Libye. Mais, un ouvrage en cours de rédaction devrait bientôt paraître en France et mettre en lumière l'influence néfaste du Qatar sur certains pays arabes et européens, dont la France... sans pour autant espérer connaître le réel degré d'implication de ce dernier pays dans la crise syrienne ou ouest-africaine avant de longs mois !

3. Le changement d'optique de certains dirigeants arabes. À commencer par le roi de Jordanie qui aurait confié à Abdel Bari Atwan du journal « Al-Quds al-Arabi » et à l'écrivain jordanien de gauche Nahed Hattar : « Le président Assad reste mais l'équation est en cours de modification ! ». Des membres du Renseignement jordanien auraient confié la même chose à leurs homologues libanais et syriens. Quant aux monarques saoudiens, des contacts discrets se poursuivraient entre Riyad et Damas. Il semble qu'ils aient calmé la tempête sans avoir abouti à de grands résultats, mais ce serait un bon début. D'ailleurs, Damas ne se réfère pas au pouvoir central de l'Arabie saoudite, mais plutôt à des parties influentes dont

l'une des plus éminentes exprimerait déjà une opinion différente sur l'intervention en Syrie. Le Qatar reste le principal accusé même si Walid al-Mouallem a nommément cité le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie [en tant qu' États responsables du financement, de l'armement et de l'hébergement des terroristes sous direction US ; NdT] [1]. Ceci dit, la Syrie n'est pas la seule à accuser le Qatar ; des responsables algériens, irakiens, libanais et égyptiens ne cachent plus leur exaspération devant l'entêtement des Qataris à armer l'opposition.

4. L'entente russo-américaine sur plusieurs points de détails concernant la crise syrienne, accompagnée par des changements fondamentaux dans l'administration Obama. Cette entente étant principalement basée sur l'Accord de Genève du 30 Juin 2012, il est donc indispensable de trouver un règlement associant les autorités actuellement au pouvoir et les parties d'opposition. Damas accepte la réactivation de la mission de M. Lakhdar Brahimi, mais selon ses propres termes. De son côté, Moscou n'acceptera pas que l'on fasse pression sur Al-Assad pour l'obliger à quitter le pouvoir ; M. Lavrov ayant explicitement souligné à ses homologues européens qu'Al-Assad est toujours très populaire en Syrie, ce qui l'autorise à se présenter au suffrage universel et éventuellement à gagner les prochaines élections présidentielles. Quant aux Iraniens, il suffirait de passer par Téhéran pour comprendre qu'il n'y a pas place pour les tergiversations réclamant le départ d'Al-Assad, et aussi pour mesurer l'étendue de leur colère contre les dirigeants qataris et la sévérité de leur blâme à l'encontre des dirigeants de la Turquie.

5. Le net recul du rôle de la Turquie, malgré les vociférations obligées contre le président syrien. Le premier ministre Erdogan serait d'ailleurs parfaitement conscient de l'impasse dans laquelle il s'est engagé. De sources parisiennes, son ministre des Affaires étrangères, M. Ahmet Davutoglu, serait en passe d'être remercié. Il semble que les autorités syriennes soient arrivées à une mutuelle compréhension avec les Kurdes. Les combattants du « Parti des travailleurs du Kurdistan », ou PKK, seraient devenus un rempart contre les attaques venant de Turquie avec, selon la rumeur, d'autres surprises en perspective. Un responsable de l'OTAN assure que les antimissiles « Patriot » ont été installés en Turquie pour protéger la Turquie non pour qu'elle attaque ! Ankara est donc inquiète pour sa sécurité, alors que M. Erdogan n'a eu de cesse de prédire le départ d'Al-Assad, tandis qu'une question reste en suspens : l'assassinat des trois militantes kurdes à Paris relève t-il du hasard ?

6. Beaucoup d'informations circulent en Syrie. Il se dit que des changements seraient en cours en Arabie Saoudite et au Qatar. Le royaume saoudien, qui a mené une guerre médiatique implacable avec les Émirats arabes unis et le Koweït contre les Frères musulmans d'Égypte et de Tunisie, préparerait l'étape d'après le roi Abdallah. D'après le Washington Post, la santé du monarque saoudien se serait dégradée et la priorité de Washington consisterait à veiller au bon remplacement de l'ancienne génération par une nouvelle. Un discours du même ordre circule sur la santé du prince qatari, et Doha se préparerait elle aussi à des remaniements politiques.

Mais le plus important pour Damas reste l'option militaire visant l'éradication des djihadistes et de leurs proches associés qaidistes. On ne parle plus beaucoup de « l'opposition intérieure » dite modérée. Les dirigeants syriens, de tout échelon, leur reprochent d'avoir tardé à réagir et d'avoir laissé le champ libre à des combattants qui ne connaissent rien aux réformes, à la liberté et à la démocratie. Mais malgré ces reproches, la solution politique est sur la table, telle que proposée par M. Bachar Al-Assad dans son discours du 6 Janvier dernier : Charte nationale, référendum, Constitution et élections [2]. Autant de propositions fondamentalement approuvées par la Russie, et qui ont fait que l'administration de M. Poutine s'est

posée une fois de plus en rempart contre les attaques occidentales et arabes en réponse à ce discours. Encore mieux, l'administration russe est allée jusqu'à considérer qu'il correspondait au maximum de ce que pouvaient proposer les autorités syriennes et, qu'à partir de là, il revenait à l'opposition d'imaginer une alternative pour résoudre la crise.

Ce qui précède est certes très important, mais l'évolution des combats sur le terrain et les nouvelles stratégies militaires sont plus importantes encore. L'armée a tiré bénéfice de ses erreurs passées, et a bouclé d'une main de fer les failles du système sécuritaire creusées par la corruption financière. Ces derniers mois, des comités populaires, aidés par des compétences russes, ont suivi des entraînements intensifs et ont développé un réseau de surveillance et d'écoute qui a rivalisé avec toute l'aide occidentale fournie à l'opposition armée. L'auto-défense est devenue le maître mot dans certains milieux plus particulièrement menacés, et il se dit que dans certains cas les comités populaires ont dépassé en efficacité l'armée elle-même !

Tout cela a coïncidé avec des mesures économiques auxquelles ont contribué la Russie, l'Iran, l'Irak, et d'autres états qu'il n'y aurait pas lieu de mentionner aujourd'hui. Il se dit que la reconstruction de ce qui a été détruit est, d'ores et déjà, envisagé en collaboration avec certains pays et particulièrement avec la Russie. Le facteur pétrolier est aussi entré en ligne de compte. Ces mesures n'ont pas empêché l'aggravation de la crise économique, mais la situation aurait été bien pire si elles n'avaient pas été prises. Le souci économique est de taille, mais le président syrien semble confiant dans la programmation des prochaines étapes. Partout où des ajustements ont eu lieu, comme à Homs, les conditions de vie du citoyen se sont améliorées. De nouveaux ajustements sont prévus à Alep avec l'espoir de lui éviter de nouvelles guerres. Par ailleurs, la gravité de la situation a fait que des réfugiés et des personnes déplacées ont reconstruit les ponts avec le gouvernement.

Suite à ces nouvelles données, quelles sont les perspectives ?

Il est vraisemblable que la poigne de fer va se maintenir à l'intérieur, pendant que de nombreuses réunions d'« opposants » se dérouleront à l'extérieur. Certains fonderaient encore des espoirs sur ce que prépare le « Comité de Coordination pour le Changement national et démocratique » ou CCCND [qui a refusé la solution politique proposée par le président syrien; NdT] [3] et son représentant à l'étranger, M. Haytham el-Manaa. Cet opposant aurait le mérite d'avoir toujours refusé les solutions militaires, la militarisation de la révolution, l'intervention étrangère, et aurait rencontré plus de 32 ministres des Affaires étrangères ! Ces derniers temps, il serait très sollicité et surtout par les Pays du Golfe ! Il présiderait la prochaine réunion supposée rassembler, à Genève, des personnalités du gouvernement syrien [peut-être de l'Assemblée du peuple] et d'autres personnes gravitant autour de la confrérie des Frères Musulmans. Ces réunions se tiendraient sous les auspices de la Russie avec la coopération des Européens et seraient bienvenues pour les Iraniens et des pays du Golfe opposés à une trop forte gouvernance par des Frères Musulmans ! On s'attend à ce qu'elles soient suivies par des contacts entre les autorités politiques syriennes et l'opposition. La Russie, l'Iran, l'Arabie saoudite et l'Égypte sont sur la ligne ; la Turquie étant obligée de suivre.

Moscou compterait sur ces réunions pour signifier aux dirigeants US que l'unique solution pour arrêter la guerre en Syrie passe par : la mise en application de l'accord de Genève, le transfert des pouvoirs à un gouvernement réunissant toutes les parties, et l'organisation des élections de 2014 ; élections auxquelles il n'est pas question d'interdire à Bachar al-Assad de se porter candidat. Ainsi, les choix

seraient clairs ; soit ce règlement est accepté avec arrêt du soutien des insurgés et arrêt de la guerre ; soit la guerre se poursuit sans aucune possibilité concrète de modifier l'équation, mise à part celle de l'assassinat du président Bachar al-Assad par les insurgés, aidés par l'Occident !!! Ce serait donc pour cette raison et parce qu'il semble être le seul garant de la survie de l'État syrien, que Moscou puis Téhéran ont déclaré qu'Al-Assad restait « une ligne rouge » à ne pas franchir. Sans oublier que, jour après jour, d'autres pays en arrivent à la conviction qu'il n'y aura de règlement que par une solution politique à laquelle tous devront participer, y compris le président syrien. C'est en tous cas ce qui ressort des communications, non déclarées, entre l'Égypte, l'Iran, l'Arabie saoudite, ainsi que la Turquie !

Qu'en est-il du Liban?

Certains responsables syriens aiment rappeler que ce sont des accords internationaux, en particulier avec la France, qui ont amené M. Michel Sleimane à la présidence et qu'en conséquence, ses prises de position ne sont pas surprenantes. À un moment donné, le président libanais et le Premier ministre, Najib Mikati, ont vraiment cru à la chute du régime syrien. Il se dit que les Libanais tombent toujours dans l'erreur de croire l'Occident quand il leur parle de changements ! En tout cas, quoique M. Miqati reste en meilleure position que M. Sleimane à Damas, les interrogations sont importantes. Il ne s'agit ni de satisfaction ni de colère contre les responsables libanais, mais de beaucoup de blâmes, notamment pour avoir autorisé la contrebande des armes et avoir attaqué l'ambassadeur de Syrie au Liban. Ces blâmes se résumeraient en une phrase énoncée par une personnalité syrienne : « Cette crise nous a permis de découvrir quels sont nos vrais amis, nous n'oublierons jamais la leçon ! ».

Les responsables syriens aiment aussi souligner que le voyage en Russie de M. Walid Joublatt, chef du « Parti socialiste progressiste », signifie beaucoup par les temps qui courent. Le voilà qui s'apprête à un grand retournement, maintenant qu'il a compris que « le vent a tourné » contrairement à ses prévisions. C'est avec un certain sourire, qu'ils commentent les divisions libanaises sur la loi électorale et le retour au pays, sans cesse reporté, de l'ex Premier ministre Saad Hariri. Ils sont convaincus que ce retour n'aura lieu qu'après entente entre la Syrie et l'Arabie saoudite, ce qui n'arrivera pas de sitôt ! Certains disent que les lois syriennes dépassent largement la loi électorale libanaise dite des « Soixante » et de toutes celles qui en découlent. D'autres affirment que « Damas n'oubliera pas ceux qui l'ont soutenue, tout comme elle n'oubliera pas ceux qui ont contribué à verser le sang syrien ». Ces propos se traduiront-ils sur le terrain ? Le silence est roi... Avec cependant, des petits bruits en provenance de quelques personnalités libanaises anti-Assad qui tentent de rétablir les lignes avec Damas ces deux derniers mois ; alors qu'un haut responsable de la Sécurité libanaise persiste à clamer que le régime syrien tombera d'ici deux mois. Exactement ce que clamaient Ms Obama, Sarkozy et Erdogan !

Finalement, une fois de plus, il est clair que les intérêts des États l'emportent sur les souffrances des peuples, surtout lorsqu'il s'agit des peuples arabes. Et dans l'attente d'un règlement, la guerre ne paraît pas devoir toucher à sa fin !

Sami Kleib

21/01/2013

Article original : Arabi press

دمشق مطمئنة: الرياح السياسية والعسكرية تتبدل

<http://www.arabi-press.com/?page=article&id=59232>

Article traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca)

Notes :

[1] Al-Mouallem: Le programme politique pour le règlement de la crise est un texte intégré et se base sur la coparticipation et l'opinion du peuple syrien

<http://www.sana-syria.com/fra/51/2013/01/20/462771.htm>

[2] Syrie : Qui est dans le déni de la réalité ?

Le président al-Assad lance une solution politique de la crise en Syrie.

<http://www.mondialisation.ca/le-president-al-assad-lance-une-solution-politique-de-la-crise-en-syrie/5318025>

[3] Le CCCND veut-il remplacer la Coalition de Doha? Par Louis Denghien

<http://www.infosyrie.fr/actualite/le-cccndveut-il-replacer-la-coalition-de-doha/>

Sami Kleib, journaliste libanais de nationalité française, est diplômé en Communication, Philosophie du Langage et du Discours Politique. Il a été Directeur du Bureau du journal As-safir libanais, à Paris, et Rédacteur en chef du Journal de RMC-Moyen Orient. Responsable de l'émission « Visite spéciale » sur Al-Jazeera, il a démissionné en protestation contre l'orientation politique de cette chaîne.

Copyright © 2013 Global Research